

La Nation inachevée

Sébastien Roché

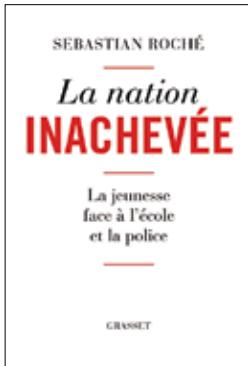
Grasset, janvier 2022

400 pages, 22,50 €

Sébastien Roché est aujourd’hui bien connu pour ses travaux portant sur les questions de délinquance et de sécurité. Ce dernier ouvrage est l’aboutissement de dix ans de travaux de recherche menés auprès d’adolescents, en France et en Europe, avec pour objectif la volonté de mieux comprendre comment les jeunes construisent leur sentiment d’appartenance à la nation. Sujet ô combien brûlant, au moment où les récentes émeutes urbaines ont remis «les jeunes» sous les feux des projecteurs, où au plus haut sommet de l’Etat on parle d’une «décivilisation» qui gangrènerait notre société.

L’ouvrage, bien documenté, aborde différents sujets avec le souci de démontrer la complexité de certaines réalités. Sur la question du vote par exemple, Sébastien Roché souligne que, même si les jeunes adultes sont la catégorie la plus abstentionniste, leur attachement à la démocratie ne faiblit pas. Par ailleurs, la réussite scolaire impacte fortement l’adhésion à l’idée que le vote est important. Il analyse aussi le rapport que les jeunes entretiennent avec la laïcité – telle qu’on leur donne trop souvent à percevoir –, avec le pays d’origine de leurs ascendans ou avec la construction européenne.

De nombreuses pages sont consacrées au rapport que les jeunes entretiennent avec les institutions, notamment l’école et la police. L’auteur constate qu’à l’école, l’éducation civique a bien du mal à contrebalancer le sentiment de dévalorisation éprouvé par certains jeunes confrontés à la ségrégation scolaire. En ce qui concerne la police, il distingue les actions de prévention – pour lesquelles il peut y avoir un bénéfice en termes de culture civique – et l’exposition à la discrimination au faciès et aux contrôles répétés



qui, elle, affecte profondément le sentiment d’affiliation nationale. La thèse développée par Sébastien Roché pourrait se résumer ainsi : chez les jeunes, le sentiment d’appartenance à la nation ne se construit pas à coups de discours sur la loi, de salut du drapeau national ou d’obligation d’entonner *La Marseillaise*. Il repose avant tout sur une succession d’expériences concrètes qui, dès le plus jeune âge, peuvent nourrir un sentiment d’inclusion ou d’exclusion.

Les pouvoirs publics auraient tout intérêt à se plonger dans cet ouvrage avant de généraliser le service national universel (SNU). Cela leur permettrait peut-être de mieux comprendre pourquoi la plupart des organisations de jeunesse sont opposées à un tel dispositif, idéologiquement contestable mais incontestablement très onéreux !

**Françoise Dumont,
présidente d’honneur
de la LDH**



La Réinvention de la frontière au XXI^e siècle

Steffen Mau

Editions de la MSH, mai 2023

152 pages, 12 €

« Ce livre vise à stimuler le débat sur la frontière et le contrôle des frontières à l’heure de la mondialisation. » Tel est l’objectif qu’affiche dans ses remerciements Steffen Mau, professeur de microsociologies à l’université Humboldt de Berlin. Et sa lecture est effectivement stimulante. Après la chute du mur de Berlin on a pu penser que la mobilité devenait la norme et les frontières des vestiges du passé. S’intéressant à la circulation des personnes, Steffen Mau montre une réalité bien plus complexe et contradictoire. Les frontières se sont transformées à la fois dans leurs finalités, dans leur fonctionnement et leur localisation. Elles ne sont plus seulement des barrières qui se lèvent ou s’abaissent

sur les routes, elles sont devenues des processus administratifs, technologiques, de plus en plus souvent délocalisés, qui visent à trier les voyageurs de façon de plus en plus fine et individualisée : d’un côté les voyageurs de confiance pour qui « *les frontières ne sont plus guère un obstacle à la mobilité* », de l’autre une très grande partie de la population du monde pour qui l’expérience de la frontière est celle de « *l’exclusion, du refus de la mobilité, de la route barrée* ».

La frontière aujourd’hui collecte et épingle des données, délègue et délocalise le contrôle, implique d’autres Etats voire des sociétés privées, dans des systèmes à la complexité et à l’imbrication croissantes.

Et les nouvelles technologies des « *smart borders* » permettent de plus en plus aux contrôles et tris de s’opérer subrepticement, parfois sans intervention humaine, bien avant la frontière et bien après son passage. Cela ouvre des droits gradués qui ne dépendent plus seulement de la nationalité du voyageur mais de ses caractéristiques individuelles, sociales, politiques, sanitaires...

De la sorte, si les systèmes frontaliers constituent « *une puissante machine de tri du monde globalisé* », ils entretiennent une relation dialectique avec la mondialisation : celle-ci ne « *fait pas disparaître la frontière mais continuellement impose la fermeture, la sélectivité et l’intensification du contrôle* ». Et c’est la perspective sécuritaire qui prend de plus en plus le dessus, avec un ensemble de pratiques marquées par la « *culture du soupçon* ». Or, comme le souligne l’auteur, lorsque la préoccupation sécuritaire devient la finalité principale des politiques frontalières, « *les droits à la libre circulation et à la mobilité régressent nécessairement pour tous* ».

G. A.